

**MARCHONS POUR LE DROIT À LA VIE DES PALESTINIEN·NE·S  
ET CONTRE L'IMPUNITÉ DU GOUVERNEMENT ISRAËLIEN !  
75 ANS, ÇA SUFFIT ! STOP AU GÉNOCIDE !**

La Palestine est, depuis près de 100 jours, en proie à la folie meurtrière du gouvernement israélien, qui assume pleinement sa volonté de décimer le peuple palestinien.

Après 75 ans d'apartheid, de colonisation en Palestine et 17 ans de blocus sur Gaza, le gouvernement israélien atteint aujourd'hui le summum de sa barbarie au vu et au su du monde entier. Nous refusons que les événements du 7 octobre, date à laquelle les Israélien·ne·s ont payé une des conséquences de ce régime colonial, servent de prétexte au génocide du peuple palestinien.

Selon le ministère de la Santé palestinien, les forces armées israéliennes ont déjà tué plus de 30 469 personnes, dont 10 300 enfants et 7 100 femmes. On estime à 7 200 le nombre de personnes encore sous les décombres. Depuis le 8 octobre, ce sont aussi plus de 8 800 Palestinien·ne·s qui ont été kidnappé·e·s, dont 3 550 administratifs. Ce chiffre ne prend pas en compte le nombre inconnu de prisonnier·ère·s palestinien·ne·s à Gaza dans les centres de torture israéliens.

En dépit de ces multiples violations du droit international humanitaire, les gouvernements européens soutiennent les actions du gouvernement israélien depuis longue date. Aujourd'hui, les nouveaux massacres s'opposent aux termes de la convention de Genève et des résolutions de l'ONU, avec la complicité renouvelée des pays européens.

Nous exigeons ainsi :

- Un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza ;
- L'arrêt de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid et le droit au retour des réfugié·e·s palestinien·ne·s sur leurs terres ;
- La fin des assassinats et des arrestations arbitraires en Palestine occupée ;
- La protection du peuple palestinien ;
- Une urgence humanitaire sans restriction à la hauteur des besoins sur place ;
- Des sanctions politiques et économiques envers le gouvernement israélien.

Nous demandons que l'Union européenne et ses pays membres posent des actes, en arrêtant immédiatement toute coopération militaire et sécuritaire avec l'État d'Israël et en prenant des sanctions contre celui-ci, dont la suspension de l'accord d'association entre l'Union Européenne et l'État colonial d'Israël. Nous demandons aussi aux autorités de s'associer à la démarche de l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de Justice.

Notre marche est la voix de la solidarité qui dénonce le génocide à Gaza et les violations des droits les plus fondamentaux des Palestinien·ne·s.

À toutes et tous les épris de justice et de liberté,  
nous dénonçons :

- Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés envers les Palestinien·nes sur leurs terres ;
- Le droit et l'empathie à géométrie variable ;
- La montée de la xénophobie, du racisme et de l'islamophobie décomplexés dans les discours politiques et médiatiques ;
- L'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme, qui a pour but de museler toute contestation de la politique du gouvernement israélien.

À toutes celles et ceux qui dénoncent l'épuration ethnique en Palestine, le génocide à Gaza, les crimes en Cisjordanie et la répression des Palestinien·nes de '48 : prenez la route vers Bruxelles avec nous le 20 janvier pour dénoncer les atrocités qui se déroulent sous nos yeux !

**LE PEUPLE PALESTINIEN A LE DROIT  
DE VIVRE EN PAIX SUR SA TERRE  
HALTE À LA COMPLICITÉ DES ÉTATS-UNIS ET DE L'EUROPE**